**COMMUNE DE SAINT-DENIS**
**DIRECTION DES ACHATS**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**RAPPORT N° 94/4-36**
**au Conseil Municipal**

**OBJET**

**AUTORISATION DE PASSER UN MARCHE NEGOCIE POUR L'ACHAT DE LEGUMES SUITE A LA DEFAILLANCE D'UN FOURNISSEUR**

Suite à des défaillances répétitives et préjudiciables au fonctionnement de la Restauratin Municipale, j'envisage de résilier le marché passé avec la SARL LE RUNGIS pour la fourniture de légumes en 1994, aux torts du titulaire.

Je vous demande,en conséquence :

**1°)**
de m'autoriser par avance à lancer une procédure négociée, conformément aux Articles 308, 103 et 104 – II – 3e du Code des Marchés Publics, en raison de l'urgence à satisfaire le besoin à l'issue de la procédure de résiliation, sous réserve de l'avis favorable de la Commission Travaux et Appels d'Offres ;

**2°)**
d'adopter les conditions de passation et la procédure de dévolution de ce marché, comme suit :

– passation après lancement de la procédure d'un marché négocié selon les Articles 103, 104 – II – 3e et 308 du Code des Marchés Publics ;

– fractionnement par lots pouvant donner lieu à des marchés distincts (Article 274 du Code des Marchés Publics) –les lots ont été déterminés en fonction de la nature des produits et les quantités au prorata temporis– ;

– marché à bons de commande (Article 273 du Code des Marchés Publics) ;

– durée du marché : année civile 1994 ;

– montant du marché : enveloppe prévisionnelle de 2 000 000 F contenue dans les crédits inscrits au BP 1994 (Chapitre 944 – Article 601) ;

**3°)**
d'approuver le dossier de consultation des entreprises ;

**4°)**
d'autoriser la signature du marché par mon représentant ou par moi-même.

REÇU A LA PREFECTURE DE LA REUNION
- 8 JUIL. 1994

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE MAIRE**
**Michel TAMAYA**

MAIRIE DE SAINT-DENIS REUNION - LE MAIRE -

**COMMUNE DE SAINT-DENIS** **REPUBLIQUE FRANCAISE**

**DELIBERATION N° 94/4-36**
**du Conseil Municipal**
**en séance du mercredi 29 juin 1994**

**OBJET**

**AUTORISATION DE PASSER UN MARCHE NEGOCIE POUR L'ACHAT DE LEGUMES SUITE A LA DEFAILLANCE D'UN FOURNISSEUR**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code des Communes ;

Sur le RAPPORT N° 94/4 -36 de Monsieur le Maire ;

Vu le rapport de Madame Françoise MOLLARD, 6ème Adjointe au Maire, présenté au nom des Commissions, Ecoles, Travaux/Appels d'Offres et Finances ;

Sur l'avis favorable desdites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**
**A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

**ARTICLE 1**
Autorise le Maire à lancer la procédure négocié, conformément aux Article 308, 103 et 104 – II – 3e du Code des Marchés Publics pour l'achat de légumes, sous réserve de l'avis favorable de la Commission Travaux et Appels d'Offres.

**ARTICLE 2**
Approuve les conditions de passation et la procédure de dévolution du marché pour l'achat de légumes pour la Restauration Municipale (crédits inscrits au BP 1994 au Chapitre 944 – Article 601).

**ARTICLE 3**
Approuve le dossier de consultation des entreprises et les pièces du marché.

**ARTICLE 4**
Autorise le Maire ou son représentant à signer le marché.

REÇU A LA PREFECTURE DE LA REUNION
- 8 JUIL. 1994
ARTICLE 3 DE LA LOI N° 82-213 DU 2 MARS 1982 RELATIVE AUX DROITS ET LIBERTES DES COMMUNES, DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS

Pour extrait certifié conforme
Saint-Denis, le 06 JUIL. 1994

**LE MAIRE**
**Michel TAMAYA**

MAIRIE DE SAINT-DENIS - LE MAIRE

ANNEXE AU RAPPORT N° 9414-36

# MAIRIE DE SAINT-DENIS (LA REUNION)
# 97487 SAINT-DENIS CEDEX
# DIRECTION DES ACHATS
# TEL : 40.06.82

**Personne responsable du marché** : Monsieur le Maire de la Commune de Saint-Denis (LA REUNION)

Consultation organisée en application des articles 103, 104.I.3e, 273 et 308 du Code des Marchés Publics (MARCHE NEGOCIE)

---

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)

# LEGUMES
# (Marché négocié)

---

Relatif à la fourniture de légumes pour les centres de la restauration municipale.

Le présent cahier comporte 5 feuillets et 2 annexes.

# TABLEAU RECAPITULATIF DES ARTICLES DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES


ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE VERIFICATION

ARTICLE 4 - CONTENU DES OFFRES

ARTICLE 5 - OFFRES PROPOSEES EN VARIANTE

ARTICLE 6 - NORMES ET CARACTERISTIQUES

ARTICLE 7 - INEXECUTION DE SES OBLIGATIONS PAR LE FOURNISSEURS

ARTICLE 8 - QUANTITE

ARTICLE 9 - DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

ARTICLE 10 - PRESENTATION DES ECHANTILLONS

ARTICLE 11 - DELAI D'OPTION

ARTICLE 12 - DUREE D'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 13 - ETABLISSEMENT ET PAIEMENT DES FACTURES

ARTICLE 14 - CLAUSE DE SAUVEGARDE

ARTICLE 15 - CONTROLE DES SERVICES VETERINAIRES

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation porte sur la fourniture de lots de légumes figurant au tableau récapitulatif des besoins. La collectivité a la faculté d'attribuer le marché par lots. Les lots figurent en annexe 1.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre décroissant :

- l'acte d'engagement,

- le présent cahier des clauses particulières et ses annexes dont l' exemplaire original conservé par la Mairie de Saint-Denis fait seul foi,

- les bons de commande

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services édité par la direction des Journaux Officiels (brochure n° 2014). Ce document réputé public n'est pas joint au marché.

## ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE VERIFICATION

Les livraisons seront effectuées au magasin des établissements destinataires, T.T.C. franco de port et d'emballage.

Les commandes seront passées au moyen d'un bon délivré par le service responsable. Ces bons ne pourront être émis que pendant la période de validité du marché et comporteront :

- la référence du marché,
- la désignation de la fourniture,
- la quantité commandée,
- le prix du produit selon la mercuriale en vigueur à la date de la commande,
- le rabais proposé dans l'offre du fournisseur,
- le lieu et le délai de livraison.

Les marchandises seront livrées au fur et à mesure des besoins de la Commune. Les dates et heures de livraison devront impérativement être respectées comme suit :

- livraison sur les points de cuisson, la veille du jour indiqué sur le bon de commande ou le jour même avant 9 heures 30.

En cas de non respect du délai de livraison, la marchandise pourra être refusée et la commande annulée de plein droit.

Les livraisons seront faites aux frais, risques et périls des fournisseurs ainsi que la manutention jusqu'aux restaurants scolaires.

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison (émis par le fournisseur) signé par la cantinière responsable, portant quantité, poids, origine, date d'expédition et références de la commande.

Pour le nombre et l'adresse des points de livraison voir la liste des points de cuisson par secteur en annexe 2.

La réception des marchandises ne libère pas le fournisseur et si, après livraison certaines denrées ou produits sont reconnus impropres à la consommation, celui-ci est tenu de les remplacer immédiatement.

Les denrées et produits, quel que soit leur mode d'emballage sont toujours livrés au poids net.

Les opérations de vérification sont les suivantes :

- pesées des denrées au poids net,
- dénombrement de l'unité.

Elles auront lieu sur les différents points de cuisson au moment de la livraison des denrées et seront effectuées par la cantinière responsable;

En cas de doute sur la qualité des marchandises, un contrôle sera demandé aux services compétents.

Les opérations de vérification comprennent :

- des vérifications quantitatives,
- des vérifications qualitatives;

Dans les conditions suivantes :

- les vérifications quantitatives ont pour objet de vérifier la conformité des fournitures avec les spécifications du bon de commande, et seront effectuées par un technicien de la Mairie,

- les vérifications qualitatives ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché.

Toutes ces vérifications seront faites sur place par les agents désignés par le service compétent. A la demande de la Collectivité, le titulaire donnera à celle-ci toutes les facilités nécessaires pour surveiller les phases de préparation dans les ateliers du fournisseur.

Si la nature ou la qualité des fournitures n'était pas reconnue exactement conforme au bon de commande, le fournisseur, après le refus signifié par le service demandeur, sera tenu de les remplacer sans délai par d'autres produits répondant aux conditions exigées.

La livraison refusée devra être enlevée aux frais du fournisseur dans un délai maximum de quatre jours et remplacée sans indemnité dans les délais fixés par le responsable des services municipaux. Le service demandeur se réserve la faculté de faire analyser les fournitures par les laboratoire spécialisés ou des experts de son choix pour vérifier leur conformité.

En cas de contestation, il est loisible au fournisseur de faire effectuer une contre expertise. La Direction du service demandeur se réserve le droit d'apprécier en dernier ressort d'éventuelles divergences entre les résultats des analyses intervenues.

## ARTICLE 4 : CONTENU DES OFFRES

Pour être valables, les offres devront :

- être rédigées sur les formulaires "Acte d'engagement",
- comporter obligatoirement toutes les précisions demandées : origine, date et lieu de conditionnement, unité d'emballage, conditionnement de livraison,

Les produits proposés devront être conformes aux prescriptions imposées.

## ARTICLE 6 - NORMES ET CARACTERISTIQUES

Les caractéristiques et normes des produits livrés devront être conformes à la réglementation en vigueur. Les prestations devront correspondre aux spécifications définies par le GPEM/DA (groupe Permanent d'Etude des Marchés de Denrées Alimentaires) - brochure n° 5541 - I à 5541 - VI éditées par la Direction des Journaux Officiels.

## ARTICLE 7 - INEXECUTION DE SES OBLIGATIONS PAR LE FOURNISSEUR

En cas d'inexécution d'une livraison dans les délais fixés ou si aux délais fixés les livraisons refusées n'ont pas été remplacées, il pourra être pourvu aux besoins immédiats et aux frais du fournisseurs, par des achats faits d'urgence sans qu'aucune mise en demeure préalable soit nécessaire. En cas de défaillance du fournisseur, laquelle sera suffisamment constatée par la non observation dans un délai de 8 jours d'une mise en demeure de livrer par recommandée avec avis de réception postal, il pourra être passé un nouveau marché dont la totalité des frais incomberaient au fournisseur défaillant.

## ARTICLE 8 - QUANTITE

Les quantités indiquées sont prévisionnelles, le demandeur se réservant la faculté de les modifier dans la limite de seuils maximum et minimum prévus pour chaque lot selon les besoins et sans que le soumissionnaire puisse en prendre prétexte à indemnité.

## ARTICLE 9 - DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

Les prix seront ceux définis par la mercuriale applicable aux fruits et légumes affectés d'***une remise***.

## ARTICLE 11 - DELAI D'OPTION

A partir de la date limite de dépôt des offres, la Collectivité dispose d'un délai d'option de 90 jours. Pendant ce délai, les candidats demeurent engagés par leurs propositions.

## ARTICLE 12 - DUREE D'EXECUTION DU MARCHE

La durée d'exécution du marché part de la date de notification jusqu'au 31 décembre 1994.

## ARTICLE 13 - ETABLISSEMENT ET PAIEMENT DES FACTURES

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- les nom et adresse des créanciers,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- la référence du marché ainsi que le numéro et la date des bons de commande,
- la fourniture livrée,
- le montant de la TVA,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total T.T.C. des fournitures livrées,
- la date.

## ARTICLE 14 - CONTROLE DES SERVICES VETERINAIRES

La Commune se réserve le droit de faire procéder à des contrôles inopinés des services vétérinaires chez les fournisseurs.

REÇU A LA PREFECTURE DE LA REUNION
- 8 JUIL. 1994

**Fait à Saint-Denis, le**

**LE MAIRE**

**Vu par le Conseil Municipal en séance du** 29 JUIN 1994

Michel TAMAYA

ANNEXE AU RAPPORT N°9414-36

# ANNEXE 1 AU CCP

## *TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS*

| *Numéros des lots* | *Intitulés* | *Unité* | *Quantités minimales* | *Quantités maximales* |
|---|---|---|---|---|
| *01* | *Ails* | *Kilo* | *3 200* | *4 200* |
| *02* | *Oignons secs* | *Kilo* | *11 000* | *12 000* |
| *03* | *Piments* | *Kilo* | *300* | *500* |
| *04* | *Oignons verts* | *Kilo* | *700* | *900* |
| *05* | *Thym* | *Kilo* | *300* | *500* |
| *06* | *Aubergines* | *Kilo* | *5 000* | *6 000* |
| *07* | *Carottes* | *Kilo* | *10 000* | *12 000* |
| *08* | *Choux* | *Kilo* | *10 000* | *12 000* |
| *09* | *Chouchous* | *Kilo* | *7 000* | *10 000* |
| *10* | *Choux fleurs* | *Kilo* | *9 000* | *11 000* |
| *11* | *Citrouilles* | *Kilo* | *8 000* | *9 000* |
| *12* | *Concombres* | *Kilo* | *7 000* | *8 000* |
| *13* | *Pommes de terre* | *Kilo* | *5 000* | *7 000* |
| *14* | *Tomates* | *Kilo* | *20 000* | *22 000* |
| *15* | *Courgettes* | *Kilo* | *1 000* | *1 500* |
| *16* | *Persil* | *Kilo* | *700* | *900* |
| *17* | *Laitue* | *Kilo* | *9 000* | *10 000* |

Vu par le conseil municipal
en séance du 29 JUIN 1994

LE MAIRE

M. TAMAYA

VILLE DE SAINT-DENIS (REUNION) - LE MAIRE

REÇU A LA PREFECTURE DE LA REUNION

- 8 JUIL. 1994

ARTICLE 3 DE LA LOI N° [illegible] RELATIVE AUX [illegible] COMMUNES, DES PREFECTURES [illegible]

| | | |
|---|---|---|
| CHAUDRON 3 LES BADAMIERS & MATERNELLE | 32, ROUTE DU MOUFIA | " |
| CHAUMIERE & MATERNELLE | 87, BD DE ST FRANCOIS | ST DENIS |
| COMMUNE PRIMA | 30, RUE SU TADE DE L'EST | STE CLOTILDE |
| DOMENJOD MATERNELLE | RTE DE DOMENJOD | " |
| DOMENJOD PRIMAIRE | RTE DE DOMENJOD | " |
| ILET QUINQUINA | CHEMIN ILET QUINQUINA | " |
| IMMACULEE | 12, RUE STE ANNE | ST DENIS |
| JOINVILLE | 132, RUE MGR DE BAUMONT ET JULES AUBER | " |
| MATERNELLE CAMP OZOUX | 10, RUE DE LA SOURCE | " |
| MATERNELLE FLAMBOYANTS | 157, RUE JULES AUBER | " |
| MATERNELLE MONTREUIL | 112, RUE STE MARIE & ROLAND GARROS | " |
| MATERNELLE PETITE ILE | 18, PLACE DE LA DELIVRANCE | " |
| MATERNELLE VAUBAN 1 | 1, BOULEVARD VAUBAN | " |
| MATERNELLE VAUBAN 2 | BOULEVARD VAUBAN | |
| MONTAGNE ST GABRIEL | ROUTE DES PALMIERS | LA MONTAGNE |
| MONTAGNE 8EME KM PRIMAIRE PH. VINSON | CHEMIN BAILLY | " |
| MONTAGNE 8EME KM MATERNELLE | CHEMIN BAILLY | LA MONTAGNE |
| MONTAGNE RUISSEAU BLANC MATERNELLE | CHEMIN DU RUISSEAU BLANC | " |
| MONTAGNE RUISSEAU BLANC PRIMAIRE | CHEMIN DU RUISSEAU BLANC | " |
| MONTAGNE 15EME KM PRIMAIRE | RUE DU PERE RAIMBAULT | " |
| MONTAGNE LES AFFOUCHES | CD41 | " |
| MONTGAILLARD PRIMAIRE | BD NOTRE.DAME DE LA TRINITE | ST DENIS |
| MONTGAILLARD MATERNELLE | BD NOTRE DAME DE LA TRINITE | " |
| MOUFIA LES BANCOULIERS & MATERNELLE | CHEMIN BANCOUL, 32, BD DE L'HORIZON | STE CLOTILDE |
| MOUFIA ANCIENNE ECOLE | CHEMIN DE LA SOURCE | " |
| MOUFIA LES TULIPIERS MATERNELLE & PRIMAIRE | ALLEE DES TULIPES | " |
| RIVIERE FILLES A | 101, RUE DE LA REPUBLIQUE | ST DENIS |
| RIVIERE GARCONS B ANNEXE 2 | 108 BIS, RUE DE LA REPUBLIQUE | " |

## ANNEXE N°2

| ECOLES | ADRESSE | SECTEUR |
|---|---|---|
| ANCIEN THEATRE | 73, RUE ALEXIS DE VILLENEUVE | ST DENIS |
| APPLICATION BELLEPIERRE | ALLEE DES SAPHIRS | " |
| APPLICATION REU STE MARIE | 62, RUE STE MARIE | " |
| BOIS DE NEFLES PRIMAIRE | ROUTE DES ANANAS | STE CLOTILDE |
| BOIS DE NEFLES MATERNELLE | ROUTE DES ANANAS | " |
| BOIS DE NEFLES PITON | 173 CHEMIN PITON B.D.N. | " |
| BOUVET A/ B/MAT | 35, RUE BOUVET | ST DENIS |
| BRETAGNE BELLEVUE | RTE JULES REYDELLET | STE CLOTILDE |
| BRETAGNE PH. COMMERSON | RTE GABRIEL MACE | " |
| BRETAGNE BORY DE ST VINCENT | RTE GABRIEL MACE | " |
| BRETAGNE MATERNELLE | 152, RTE GABRIEL MACE | " |
| BRETAGNE GRAND CANAL | CHEMIN GRAND CANAL | " |
| BRULE | ALLEE JACOB | ST DENIS |
| CAMELIAS A | 1, RUE NICOLE DE LA SERVE | " |
| CAMELIAS B & MAT | 65, RUE RUISSEAU DES NOIRS | " |
| CANAL DU BRULE & MAT | PK3 BELLEPIERRE ALLEE DES SPINELLES | " |
| CANDIDE AZEMA A & B | 28, BD DE LA TRINITE RUE V.HUGO | " |
| CANDIDE AZEMA 1 & L2 | BD MONSEIGNEUR MONDON | " |
| CENTRALE A & B | 60, RUE FELIX GUYON | " |
| CENTRALE MATERNELLE | 51, RUE STE ANNE | " |
| CHAMP FLEURI PRIMAIRE | BUTOR RUELLE MAGNAN | ST DENIS |
| CHAMP FLEURI MATERNELLE | BUTOR RUELLE MAGNAN | " |
| CHAUDRON EUDOXIE NONGE | 34, TERRAIN RAMASSAMY | STE CLOTILDE |
| CHAUDRON DAMASE LEGROS A/B/MAT | 14, RUE DE LA GARE | " |
| ECOLE HERBINIERE LEBERT & MATERNELLE | RTE DU CAMPUS | " |
| CHAUDRON MICHEL DEBRE MAT | RUE INDIANA ET BRIDET | " |
| CHAUDRON 3 LES BADAMIERS & MATERNELLE | 32, ROUTE DU MOUFIA | " |

| | | |
|---|---|---|
| RIVIERE MATERNELLE | RUE DE LA DIGUE | " |
| SACRE COEUR | RUE JULIETTE DODU | " |
| SAINT FRANCOIS 4EME KM | ROUTE DE ST FRANCOIS | " |
| SAINT FRANCOIS 7EME KM MATERNELLE | ALLEE DE L'ECOLE | " |
| SAINT FRANCOIS 7EME KM PRIMAIRE | ALLEE DE L'ECOLE | " |
| SAINT FRANCOIS 9EME KM MATERNELLE | ROUTE DU BRULE & DES AZALEES | " |
| SOURCE GABRIEL MACE A&B MATERNELLE | 3, RUE DE LA SOURCE | " |
| SOURCE MATERNELLE | 60, BD DE LA SOURCE | " |
| SAINTE CLOTILDE DE BUSSY MATERNELLE | 16, RUE FREDERIC CHOPIN | STE CLOTILDE |
| SAINTE CLOTILDE LES LILAS/ BOIS NOIRS | RUELLE DE LA CURE AVENUE DELATRE DE TASSIGNY | " |
| STE CLOTILDE LES TAMARINS MATERNELLE/PRIMAIRE | CHEMIN LORY RUE LACROIX | " |
| SAINTE CLOTILDE LES RELIGIEUSES | AVENUE DESBASSYNS | " |
| J.B.BOSSARD& MATERNELLE | CHEMIN LACROIX | " |
| LES BRINGELLIERS & MATERNELLE | CHEMIN LES BRINGELLIERS | " |
| LES EGLANTINES & MATERNELLE | RUE DE LA CHAPELLE/MOUFIA | " |
| ZAC LA PROVIDENCE | 33, BD LA PROVIDENCE | ST DENIS |
| MAGASIN DE RAVITAILLEMENT | CENTRE TECHNIQUE RUE VALLON HOAREAU | STE CLOTILDE |

**Vu par le Conseil Municipal**
**en séance du 29 JUIN 1994**

REÇU A LA PRÉFECTURE DE LA RÉUNION
- 8 JUIL. 1994
ARTICLE 3 DE LA LOI N° 82-213 DU 2 MARS 1982
RELATIVE AUX DROITS ET LIBERTÉS DES COMMUNES, DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS

**LE MAIRE**

**M. TAMAYA**

MAIRIE DE SAINT-DENIS (RÉUNION) - LE MAIRE -